

## **Contre l'austérité macroniste, Une riposte sociale unitaire, Une gauche de combat anticapitaliste !**

Le visage affiché en cette rentrée par l'économie de marché capitaliste est bien peu reluisant : un chômage de masse et inflation qui entraîne une explosion des prix. Avec comme seule réponse du pouvoir quelques mesurette (comme l'aide à la pompe ou le chèque alimentaire) et les leçons de morale de Macron pour gérer au mieux les pénuries énergétiques annoncées pour cet hiver...

### **Tout augmente... sauf nos revenus !**

Selon les données de l'INSEE (estimation provisoire réalisée fin août), les prix à la consommation auraient augmenté dans leur ensemble de 5,8 % sur une année, +0,4 % par rapport à juillet. Et dans ce cadre, l'augmentation du prix de l'énergie bat évidemment tous les records (+22 % sur une année).

Dans le même temps, le pouvoir nous fait l'aumône... Nos revenus seraient, paraît-il, à la hausse : +3 % sur un an pour le salaire mensuel de base dans le secteur privé, +3,5 % pour les fonctionnaires (avec des annonces tonitruantes dans certains secteurs, comme les enseignantEs dont les salaires vont être revalorisés à hauteur de +10 %), +4 % pour les pensions et prestations sociales... Outre que le compte n'y est pas par rapport à l'inflation subie, ce type de chiffre lisse des réalités sociales bien différentes, souvent marquées par de grandes difficultés à boucler les fins de mois qui arrivent toujours de plus en plus tôt.

### **Défendre des mesures d'urgence anticapitalistes**

Les sociétés du CAC 40 ont réalisé l'année passée des profits record, dégagant un résultat net de près de 160 milliards d'euros (deux fois plus qu'en 2019, avant la pandémie...). Une partie de la gauche défend la taxation des « superprofits » comme première réponse. Mais qu'appelle-t-on un « superprofit » ? Cela voudrait-il dire que les profits réalisés dans d'autres secteurs d'activité sont justifiés et qu'il ne faudrait pas les taxer davantage ? Ce sont bien l'ensemble des profits, et au-delà des fortunes des actionnaires, qu'il faut taxer.

En rupture avec la doxa des capitalistes et des patrons, une autre répartition des richesses passe d'abord par une augmentation importante des revenus. Comment peut-on vivre aujourd'hui avec moins de 1800 euros ? Cela devrait être le salaire minimum, et il faut en outre imposer une augmentation d'au moins 300 euros nets mensuels. De plus, l'explosion actuelle de l'inflation nous rappelle qu'il ne suffit pas d'augmenter les salaires : il faut donc indexer les revenus sur les prix, une mesure vitale pour notre camp social.

### **Construire les mobilisations, reconstruire une alternative**

Pour imposer de telles mesures d'urgence, la journée de grève interprofessionnelle du jeudi 29 septembre, à l'appel de la CGT, de Solidaires et de la FSU, peut être l'occasion d'une mobilisation massive du monde du travail. Le premier jalon d'une rentrée sociale anti-gouvernementale, anti-patronale.

La proposition, lancée par Jean-Luc Mélenchon, d'une « marche » – contre la vie chère et pour répondre aux urgences écologiques – est une bonne chose. Prévue possiblement pour la mi-octobre, elle doit viser à rassembler dans l'unité l'ensemble de la gauche sociale et politique.

Au-delà, la faillite aux milles visages du capitalisme — en tant que système — sur les terrains écologiques, économiques ou sociaux, met l'ensemble du mouvement ouvrier et du mouvement social face à de grandes responsabilités. Il y a urgence à sortir du train-train, à débattre et à regrouper les forces militantes, à commencer par celles et ceux qui défendent la transformation révolutionnaire de cette société ou qui voient LFI et l'Union populaire comme une rupture salutaire avec la vieille gauche de gouvernement. Des conditions indispensables pour construire la force politique, unitaire et anticapitaliste, dont nous avons besoin.

*Le NPA65, Tarbes, le 7 septembre 2022*

